



## Sanctions: domination des amendes et du sursis

### Evolution de 1984 à 2003

.....

**Information:**

Vanessa Robatti Mancini, OFS, Section Criminalité et droit pénal, tél.: 032 713 69 59

e-mail: [vanessa.robatti@bfs.admin.ch](mailto:vanessa.robatti@bfs.admin.ch)

N° de commande: 583-0000



# Table des matières

L'essentiel en bref	5	7	Augmentation de la durée médiane des peines privatives de liberté pour quatre infractions analysées	10
1 Données disponibles	5	7.1	Introduction	10
2 Période de référence	6	7.2	Lésions corporelles simples (art. 123 CP)	10
3 Augmentation de 95% des amendes	6	7.3	Vol (art. 139 CP)	10
4 Durée des peines privatives de liberté	7	7.4	Violation grave des règles de la circulation routière (art. 90 ch. 2 LCR)	10
4.1 Peines privatives de liberté légèrement plus longues	7	7.5	Conduite en état d'ébriété (art. 91 LCR)	11
4.2 Accroissement de la part des peines avec sursis	7	8	Forte variation dans la répartition des sanctions suivant les cantons	11
4.3 Domination confirmée des courtes peines privatives de liberté sans sursis	8		Evolution des sanctions de 1984 à 2003 (Tableaux)	13
5 Deux tiers des condamnations comprennent une amende	8			
6 Une majorité de traitements des toxicomanes	9			



# L'essentiel en bref

L'analyse de l'évolution de 1984 à 2003 du nombre de condamnations selon la sanction principale montre une très forte augmentation des amendes (augmentation de 95%) et une augmentation importante des peines privatives de liberté avec sursis (augmentation de 54%). Les peines privatives de liberté sans sursis et les mesures ont quant à elles diminué (diminution de 8% resp. de 28%).

Concernant les peines privatives de liberté, la part des peines avec sursis parmi les peines n'excédant pas 18 mois a augmenté (augmentation de 13%). Les peines sans sursis ont une durée de moins de six mois dans plus de 90% des condamnations, leur médiane est de 30 jours; elle est restée stable depuis 1984. Quant à la sévérité des sanctions, l'analyse de quatre infractions indique qu'elle a légèrement augmenté depuis 1984.

Concernant les mesures, celle qui est le plus souvent prononcée est le traitement des toxicomanes; le nombre d'internements est resté stable et rare depuis 1984.

## 1 Données disponibles

Les données de la statistique des condamnations pénales concernent l'ensemble des condamnations pénales, prononcées contre des personnes jugées selon le droit pénal fédéral des adultes et inscrites au casier judiciaire. Les condamnations pour contraventions<sup>1</sup> uniquement, sanctionnées d'une amende, ne figurent plus, à quelques exceptions près, au casier judiciaire<sup>2</sup>. Les informations disponibles sur les condamnations sont les caractéristiques démographiques des personnes condamnées, telles que le sexe, l'âge, la nationalité et le canton de domicile, ainsi que le canton du jugement, les articles de loi appliqués (jusqu'à vingt au maximum) et le type de sanction, ainsi

que sa durée ou son montant. La banque de données sous sa forme actuelle existe depuis 1984.

Selon le code pénal suisse, un tribunal peut sanctionner une infraction par une peine privative de liberté ou une amende. Dans certaines situations, il peut, en plus ou à la place de la peine, prononcer une mesure.

Les peines privatives de liberté peuvent durer de 1 jour à 20 ans, voire à vie dans les cas expressément prévus par la loi. Elles se subdivisent en trois catégories. Les arrêts sont la peine privative de liberté la moins grave<sup>3</sup>, viennent ensuite l'emprisonnement<sup>4</sup> et la réclusion qui est la peine la plus grave<sup>5</sup>. Les peines privatives de liberté de moins de 18 mois peuvent être prononcées avec ou sans sursis (art. 41 CP). Le maximum de l'amende est de 40'000 francs, sauf disposition contraire de la loi ou si le délinquant a agi par cupidité (art. 48 CP). La durée de la mesure n'est pas fixée à l'avance dans le jugement et dépend de l'évolution de l'intéressé (art. 42-44 CP).

<sup>1</sup> Une contravention est une infraction passible des arrêts ou de l'amende, ou exclusivement de l'amende (art. 101 CP).

<sup>2</sup> Les conditions d'inscription au casier judiciaire ont été modifiées à plusieurs reprises. Pour les années qui nous intéressent (1984-2003), les conditions d'inscription étaient les suivantes: de 1984 à 1991, les condamnations pour contravention sanctionnées exclusivement par une amende d'un montant supérieur à 500 francs étaient inscrites. Depuis 1992, les amendes sanctionnant une contravention ne sont plus inscrites au casier judiciaire (art. 9 lit. c Ordonnance sur le casier judiciaire informatisé / RS 331), à l'exception des condamnations pour violation des articles suivants:

- art. 23 de la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers (RS 142.20);
- art. 13 de la loi fédérale pour la protection des armoiries publiques et autres signes publics (RS 232.21);
- art. 69 de la loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile (RS 520.1);
- art. 44 de la loi fédérale sur les loteries et les paris professionnels (RS 935.51);
- art. 36 de la loi fédérale sur le blanchiment d'argent (RS 955.0).

<sup>3</sup> Leur durée est d'un jour au moins et de trois mois au plus (art. 39 CP).

<sup>4</sup> Sa durée est de trois jours au moins et, sauf disposition expresse et contraire de la loi, de trois ans au plus (art. 36 CP).

<sup>5</sup> Sa durée est d'un an au moins et de vingt ans au plus. Lorsque la loi le prévoit expressément, la réclusion est à vie (art. 35 CP). La réclusion à vie est prévue pour l'assassinat (art. 112 CP), la prise d'otage qualifiée (art. 185 ch. 3 CP), le génocide (art. 264 CP) et l'atteinte grave à l'indépendance de la Confédération (art. 266 ch. 2 al. 2 CP).

## 2 Période de référence

Le choix de la période prise en considération peut avoir une influence sur les résultats. L'année de référence «1984» est généralement choisie par l'OFS parce que l'actuelle banque de données a été mise en service cette année-là.

## 3 Augmentation de 95% des amendes

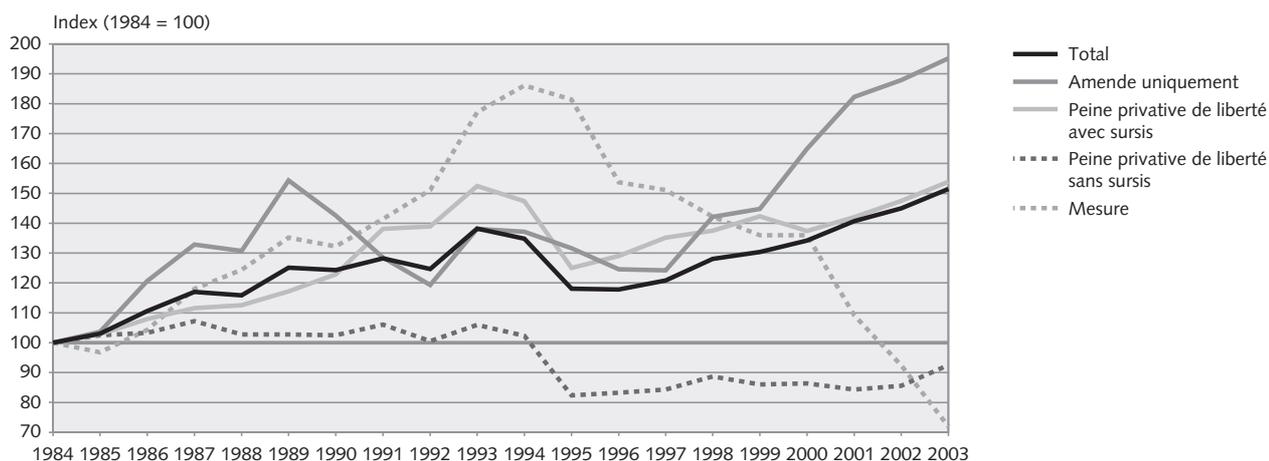
De 1984 à 2003, le nombre de condamnations inscrites au casier judiciaire est passé de 56'884 à 86'186 (augmentation de 52% par rapport à 1984) (tableau T1). L'essentiel de cette augmentation est due à la loi fédérale sur la circulation routière, à la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers et à la loi fédérale sur les stupéfiants et non au code pénal (tableau T2). Le nombre de condamnations à une amende a augmenté de 95% de 1984 à 2003 (passant de 16'751 à 32'704) et celui des condamnations à une peine privative de liberté avec sursis de 54% (passant de 26'865 à 41'339). Le nombre de condamnations à une peine privative de liberté sans sursis a quant à lui diminué de 8% (passant de 12'640 à 11'691) et celui des condamnations à une mesure de 28% (passant de 628 à 452) (graphique G1).

Les peines privatives de liberté – avec et sans sursis – représentent environ deux tiers des sanctions et les amendes un tiers, les mesures ne représentant en moyenne qu'un pour cent du total des sanctions. La part des différentes sanctions a quelque peu changé pendant ces 20 années. La part des peines privatives de liberté avec sursis est passée de 47% à 48%, celle des amendes de 29% à 38%, celle des peines privatives de liberté sans sursis de 22% à 14% et celle des mesures de 1% à 0.5%. La répartition des sanctions dans la statistique des condamnations pénales ne reflète toutefois pas la réalité, la part des amendes étant plus élevée; en effet, comme mentionné ci-dessus, les contraventions sanctionnées d'une amende uniquement ne figurent pas, à quelques exceptions près, au casier judiciaire<sup>6</sup>.

Le nombre de peines privatives de liberté sans sursis a diminué de près de 1'000, passant de 12'640 en 1984 à 11'691 en 2003 (diminution de 8%). De 1994 à 1995, il a diminué de 2'515. Ce recul est lié en grande partie (75%) à la décriminalisation des infractions au code pénal militaire (refus de servir, taxe d'exemption du service militaire) et à l'introduction en 1995 de l'atténuation de la peine dans les cas d'infraction contre le patrimoine de peu d'importance (art. 172ter CP) (tableau T3).

Condamnations, selon la sanction principale, depuis 1984

G 1



© Office fédéral de la statistique (OFS)

<sup>6</sup> Cf. note 1 et 2.

## 4 Durée des peines privatives de liberté

### 4.1 Peines privatives de liberté légèrement plus longues

Il ne sera fait mention que de la durée médiane<sup>7</sup>, laquelle est moins sensible aux données extrêmes que la durée moyenne, pour juger de la durée des peines<sup>8</sup>.

La durée médiane des peines privative de liberté est passée de 15 jours en 1984 à 20 jours en 2003, cette évolution étant due aux peines privatives de liberté avec sursis (tableau T4), car la durée médiane de ces peines (peines de 18 mois ou moins) est passée de 14 jours à 20 jours, alors que celle des peines sans sursis est restée stable et est de 30 jours.

Vu les résultats ci-dessus, il faut relever que la durée de la moitié des peines privatives de liberté sans sursis de moins de 30 jours était plus proche de 15 jours en 1984 et de 20 jours en 2003. Par conséquent, la durée de ces peines a augmenté de quelques jours.

### 4.2 Accroissement de la part des peines avec sursis

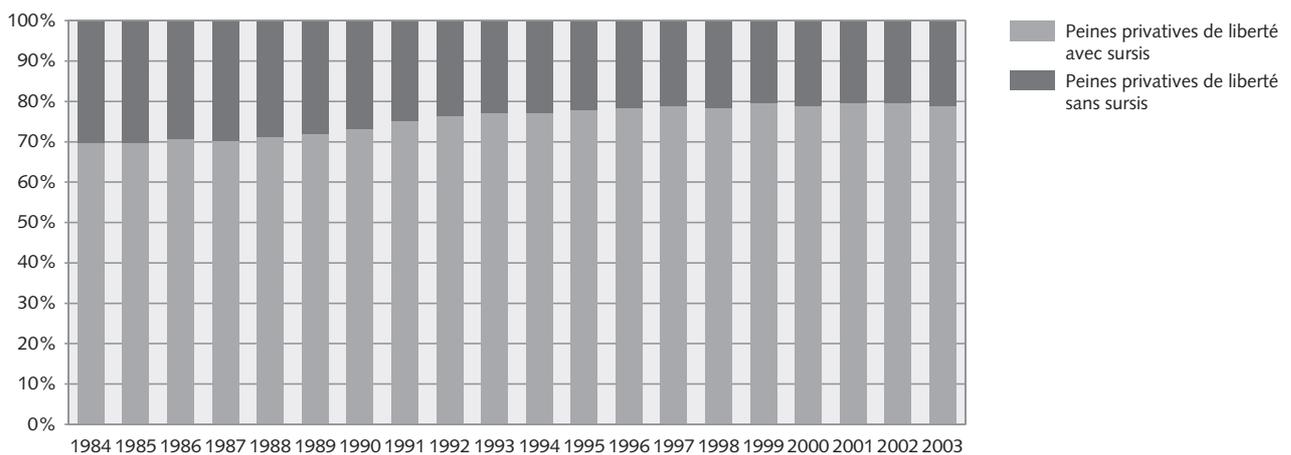
Les peines privatives de liberté n'excédant pas 18 mois peuvent être prononcées avec ou sans sursis. Le juge peut suspendre l'exécution de la peine si les antécédents et le caractère du condamné font prévoir que cette mesure le détournera de commettre d'autres infractions (art. 41 CP).

La part des peines privatives de liberté n'excédant pas 18 mois prononcées sans sursis est passée de 30% en 1984 à 21% en 2003 (diminution de 30%; tableau T5; graphique G2). Par contre, le nombre absolu de peines privatives de liberté sans sursis est resté relativement stable (11'692 en 1984 et 11'061 en 2003: diminution de 5%).

En 2003, 82% des peines n'excédant pas un mois ont été prononcées avec sursis, 72% des peines de plus d'un mois à trois mois, 68% des peines de plus de trois mois à six mois, 72% des peines de plus de six mois à 12 mois et 83% des peines de plus de 12 mois à 18 mois (tableau T6). Une distribution semblable s'observe pour chaque année. Les peines n'excédant pas un mois sont celles qui sont le plus prononcées que ce soit avec (74%) ou sans sursis (62%).

Condamnations à une peine privative de liberté n'excédant pas 18 mois, avec ou sans sursis, depuis 1984

G 2



© Office fédéral de la statistique (OFS)

<sup>7</sup> La médiane est la valeur qui partage le nombre total des cas en deux parts égales: la moitié des cas est inférieure à la valeur de la médiane et la moitié supérieure.

<sup>8</sup> Exemple: 1000 peines de 10 jours et 10 peines de 1000 jours: 20'000 jours. La moyenne est de 19.8 jours alors que la médiane est de 10 jours.

En 2003, 74% des peines privatives de liberté avec sursis avaient une durée n'excédant pas un mois. Ce pourcentage s'élevait à 62% pour les peines privatives de liberté sans sursis n'excédant pas 18 mois (tableau T6).

### 4.3 Domination confirmée des courtes peines privatives de liberté sans sursis

En 2003, plus de 90% des peines privatives de liberté sans sursis prononcées ont une durée n'excédant pas 6 mois<sup>9,10</sup>, près de 59% de ces peines ne dépassant même pas un mois; environ 4% ont une durée de 6 à 18 mois, près de 5% une durée de 18 mois à 5 ans, moins de 1% une durée de 5 à 10 ans et seulement 0.1% des peines dépassent les 10 ans (tableau T7; graphique G3).

De 1984 à 2003, entre zéro et six condamnations à une peine privative de liberté à vie ont été prononcées, la moyenne étant de 2. Ces condamnations ont été prononcées pour assassinat et, dans deux cas, pour prise d'otage.

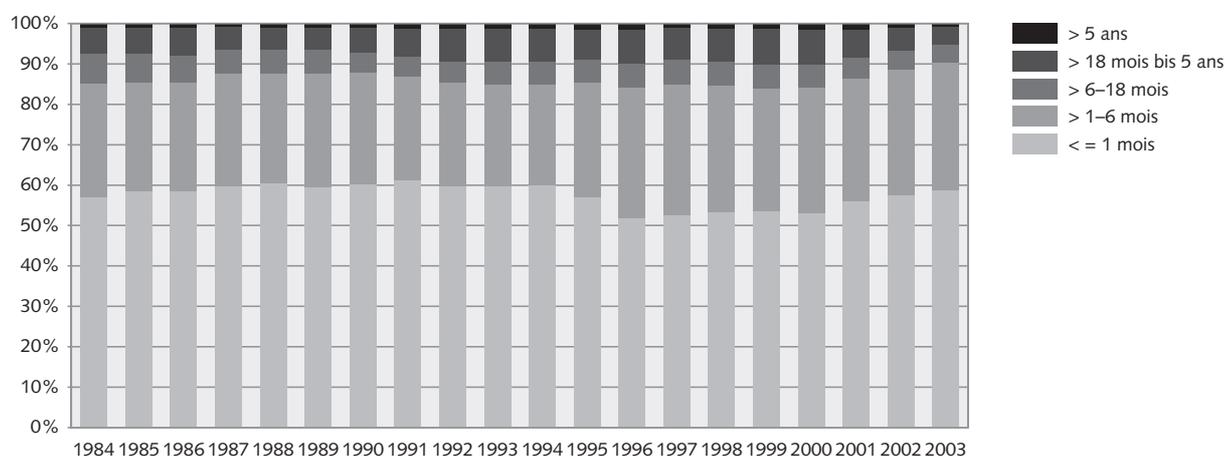
## 5 Deux tiers des condamnations comprennent une amende

L'amende peut être prononcée comme peine seule ou cumulée à une peine privative de liberté. En 1984, 54% des condamnations comprenaient une amende; en 2003, ce pourcentage est passé à 68%. La part de chaque sanction prononcée avec une amende a augmenté: la part des peines privatives de liberté avec sursis prononcées avec une amende est passée de 41% à 55%, celle des peines privatives de liberté sans sursis avec amende de 23% à 25% et celle des mesures avec amende de 15% à 21% (tableau T8).

De 1984 à 2003, le nombre total de condamnations à une amende inscrite au casier judiciaire<sup>11</sup> est passé de 30'578 à 58'295 (augmentation de 91% par rapport à 1984; tableau T9). L'augmentation du nombre de condamnations à une amende diffère selon la sanction principale. Le nombre de condamnations à une amende a augmenté dans tous les cas<sup>12</sup>, sauf lorsque l'amende est cumulée à une mesure<sup>13</sup> (graphique G4).

Condamnations à une peine privative de liberté sans sursis, selon la durée de la peine (en %), depuis 1984

G 3



© Office fédéral de la statistique (OFS)

<sup>9</sup> Actuellement, les courtes peines privatives de liberté peuvent être exécutées sous forme de semi-détention (peines jusqu'à six mois, sauf exception), de travail d'intérêt général (peines jusqu'à trois mois) et de peines exécutées sous forme de surveillance électronique (durée différente selon les cantons). Un peu moins de 50% des peines privatives de liberté sans sursis sont exécutées hors des prisons.

<sup>10</sup> Avec la révision de la partie générale du code pénal (FF 2002 7658), les peines privatives de liberté de moins de 6 mois ne devraient être prononcées que très exceptionnellement; en effet, ces peines seront remplacées par la peine pécuniaire et le travail d'intérêt général.

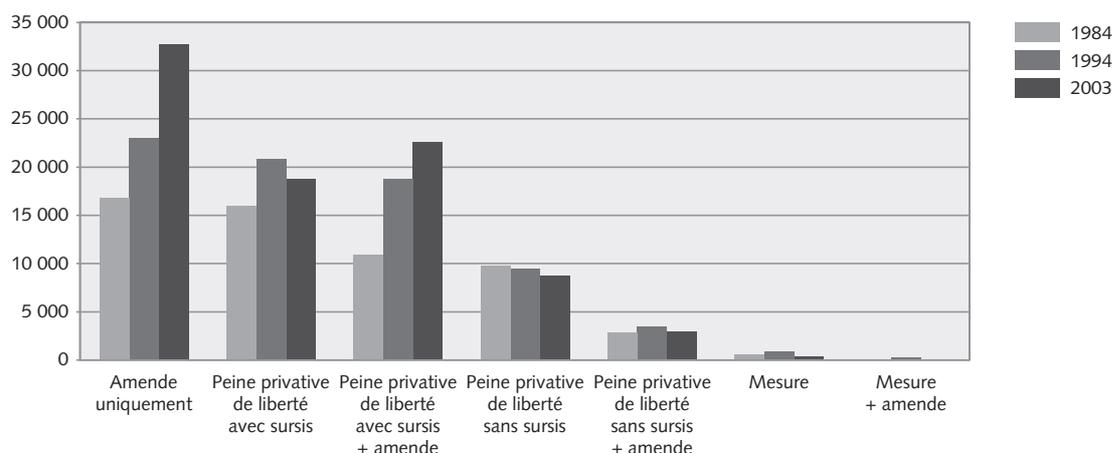
<sup>11</sup> Cf. note 1 et 2.

<sup>12</sup> Il est passé de 16'750 en 1984 à 32'704 en 2003 (augmentation de 95%) lorsqu'il s'agit d'une peine d'amende uniquement. Il est passé de 10'878 à 22'561 (augmentation de 107%) lorsque l'amende est cumulée à une peine privative de liberté avec sursis. Il est passé de 2'856 à 2'936 (augmentation de 3%) lorsque l'amende est cumulée à une peine privative de liberté sans sursis.

<sup>13</sup> Il était de 94 en 1984 et 2003; il a augmenté jusqu'en 1994 pour diminuer par la suite.

## Condamnations, selon la sanction, en 1984, 1994 et 2003

G 4



© Office fédéral de la statistique (OFS)

Considérant en 2003 l'ensemble des amendes prononcées, sauf celles cumulées avec une mesure, environ un quart de celles-ci se trouvait dans la tranche «500-749 francs». Pour les mesures, deux cinquièmes des amendes avaient un montant inférieur à 250 francs (tableau T10). Le montant total des amendes inscrites au casier judiciaire s'élevait à près de 50'000'000 francs en 2003 (augmentation de 196% par rapport à 1984).

Le montant médian<sup>14</sup> des amendes le plus bas est celui des amendes cumulées à une mesure. Il est passé de 200 francs en 1984 à 300 francs en 2003. Celui des amendes cumulées avec une peine privative de liberté sans sursis est passé de 300 à 500 francs, celui des amendes comme peine unique de 400 à 620 francs et celui des amendes cumulées avec une peine privative de liberté avec sursis de 450 à 750 francs (tableau T11). Ces augmentations dépassent légèrement dans le cas des peines privatives de liberté, voire correspondent dans les autres cas, à celle du coût de la vie.

## 6 Une majorité de traitements des toxicomanes

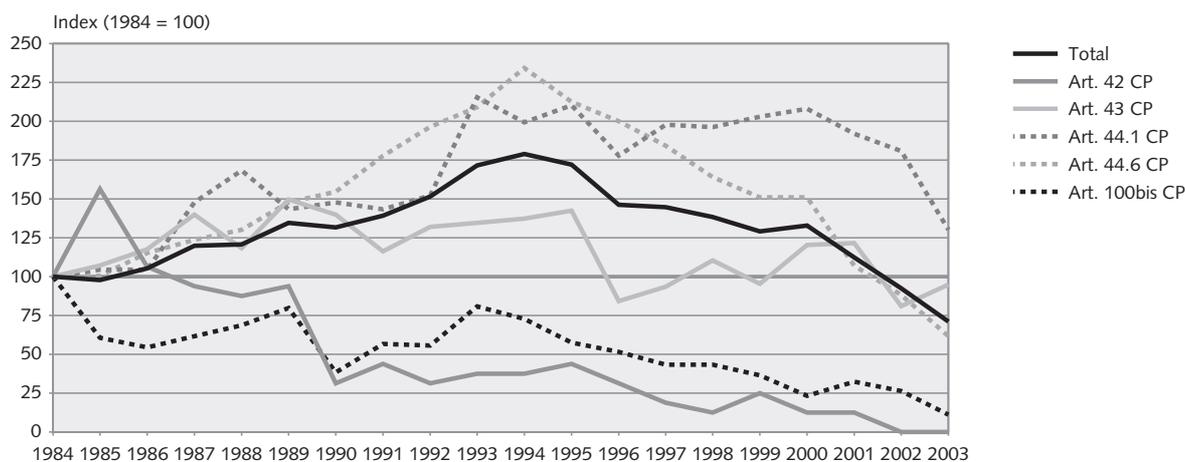
Le code pénal connaît plusieurs types de mesures: l'internement des délinquants d'habitude (art. 42 CP), les mesures concernant les délinquants anormaux (art. 43 CP), le traitement des alcooliques et des toxicomanes (art. 44 CP) et le placement en maison d'éducation au travail (art. 100bis CP) pour les jeunes adultes (18 ans révolus à moins de 25 ans). Certaines de ces mesures (art. 43 ch. 1 al. 1, 44 ch. 1, 44 ch. 6 CP) peuvent être stationnaires ou ambulatoires, avec ou sans suspension de la peine.

De 1984 à 2003, il y a eu en moyenne 948 condamnations à une mesure par année. Le nombre de celles-ci est passé de 732 en 1984 à 520 en 2003, avec un pic en 1994 (1'310 mesures prononcées; tableau T12; graphique G5). La mesure la plus souvent prononcée est le traitement des toxicomanes (art. 44 ch. 6 CP; 203 en 2003), prononcé principalement suite à une infraction à la loi sur les stupéfiants, suivi du traitement des alcooliques (art. 44 ch. 1 CP; 177 en 2003), prononcé principalement suite à une infraction à la loi sur la circulation routière. Pour les alcooliques, la mesure est plus souvent ambulatoire avec suspension de la peine, par contre pour les toxicomanes, la mesure est aussi souvent stationnaire qu'ambulatoire, mais dans ce dernier cas, la peine est souvent suspendue (tableau T13).

<sup>14</sup> La médiane est la valeur qui partage le nombre total des cas en deux parts égales: la moitié des cas est inférieure à la valeur de la médiane et la moitié supérieure.

## Condamnations à une mesure, selon le type de mesure, depuis 1984

G 5



© Office fédéral de la statistique (OFS)

## 7 Augmentation de la durée médiane des peines privatives de liberté pour quatre infractions analysées

### 7.1 Introduction

L'analyse générale des durées des peines privatives de liberté ne donne que peu d'informations sur un changement dans la sévérité des sanctions – il se pourrait que l'ensemble des infractions commises soit plus grave. C'est pourquoi le nombre de condamnations pour commission d'une infraction exclusivement est utilisé ci-dessous pour préciser cet aspect. Quatre infractions ont été choisies. Cependant, le nombre d'antécédents, qui n'a pas été pris en compte, peut avoir une conséquence sur la manière de condamner. La durée médiane des quatre infractions analysées a augmenté de 1984 à 2003.

### 7.2 Lésions corporelles simples (art. 123 CP)

Le nombre de condamnations pour lésions corporelles simples exclusivement (art. 123 CP) a plus que doublé de 1984 à 2003 passant de 351 à 772 (augmentation de 120%). Les condamnations à une peine privative de liberté ont presque triplé durant cette période (212 en 1984 et 621 en 2003; augmentation de 193%). Leur part est passée de 60% à 81% (tableau T14A).

De 1984 à 2003, la durée médiane des peines privatives de liberté est passée de 14 à 15 jours, celle des peines avec sursis est passée de 14 à 15 jours, alors que celle des peines sans sursis est passée de 20 à 30 jours (tableau T14B).

### 7.3 Vol (art. 139 CP)

Le nombre de condamnations pour vol exclusivement (art. 139 CP) a diminué de moitié de 1984 à 2003 passant de 4'611 à 2'422. Cependant, depuis 1995, les vols d'importance mineure<sup>15</sup> (art. 172ter CP) sont des contraventions et ne sont plus inscrits au casier judiciaire s'ils sont sanctionnés par une amende. Par conséquent, pour cette infraction, il faut prendre en considération deux périodes, celle de 1984 à 1994 et celle de 1995 à 2003. De 1984 à 1994, le vol est passé de 4'611 à 3'555 (diminution de 23%). De 1995 à 2003, il est passé de 2'016 à 2'422 (augmentation de 20%). Les condamnations à une peine privative de liberté ont diminué de 1984 à 1994 passant de 4'450 à 3'473 (diminution de 22%) et augmenté de 1995 à 2003 passant de 1'965 à 2'376 (augmentation de 21%). Leur part est passée de 96.5% à 98.1% (tableau T15A).

<sup>15</sup> Infraction dont l'élément patrimonial ne dépasse pas 300 frs (ATF 121 IV 261 c. 2d).

De 1984 à 2003, la durée médiane des peines privatives de liberté est passée de 10 à 20 jours, celle des peines avec sursis de 8 à 15 jours, alors que celle des peines sans sursis est passée de 20 à 30 jours. Si l'on considère les deux périodes mentionnées ci-dessus, de 1984 à 1994, la durée médiane des peines privatives de liberté est restée à 10 jours, celles des peines avec sursis a augmenté passant de 8 à 10 jours, alors que celle des peines sans sursis a diminué passant de 20 à 15 jours. De 1995 à 2003, la durée médiane des peines privatives de liberté est passée de 14 à 20 jours, celles des peines avec sursis passant de 14 à 15 jours et celle des peines sans sursis de 21 à 30 jours (tableau T15B).

La disparition des vols d'importance mineure de la statistique des condamnations depuis 1995 n'a pas modifié la répartition des sanctions, mais a augmenté la durée médiane des peines.

#### 7.4 Violation grave des règles de la circulation routière (art. 90 ch. 2 LCR)

Le nombre de condamnations pour violation grave des règles de la circulation routière exclusivement (art. 90 ch. 2 LCR) a été multiplié par douze de 1984 à 2003, passant de 1'390 à 17'062. Les condamnations à une peine privative de liberté ont été multipliées par 19 durant cette période (136 en 1984 et 2'561 en 2003). Leur part est passée de 10% à 15% (tableau T16A).

De 1984 à 2003, la durée médiane des peines privatives de liberté est passée de 7 à 10 jours, celle des peines avec sursis est passée de 7 à 10 jours, alors que celle des peines sans sursis est passée de 10 à 14 jours (tableau T16B).

#### 7.5 Conduite en état d'ébriété (art. 91 LCR)

Le nombre de condamnations pour conduite en état d'ébriété exclusivement (art. 91 LCR) a presque doublé de 1984 à 2003, passant de 4'209 à 7'824 (augmentation de 86%). Les condamnations à une peine privative de liberté ont également presque doublé (2'884 en 1984 et 5'731 en 2003). Leur part est passée de 69% à 73% (tableau T17A).

De 1984 à 2003, la durée médiane des peines privatives de liberté est passée de 14 à 20 jours, celle des peines avec sursis est passée de 14 à 15 jours, alors que celle des peines sans sursis est passée de 21 à 30 jours (tableau T17B).

## 8 Forte variation dans la répartition des sanctions suivant les cantons

La part des différentes sanctions varie fortement d'un canton à l'autre.

En 2003, la part des amendes représentait au minimum 12% (GE) et au maximum 87% (UR) des peines. Pour toute la Suisse, cette part était de 38%. Celle des peines privatives de liberté avec sursis s'échelonnait de 11% (UR) à 73% (TI), celle de la Suisse étant de 48%, et celle des peines privatives de liberté sans sursis de 2% (UR) à 24% (GE), celle de la Suisse étant de 14% (tableau T18).

Le pourcentage le plus élevé d'amende se trouvait, presque chaque année (excepté en 1984, 1986, 1987, 1989, 1992 et 1996), dans le canton d'Uri (entre 48 et 87% des sanctions, selon les années). Celui des peines privatives de liberté avec sursis se trouvait dans le canton de Schaffhouse de 1984 à 1989 (entre 59 et 68%) et dans celui du Tessin de 1992 à 2003 (entre 66 et 76%). Les taux de peines privatives de liberté sans sursis les plus élevés se trouvaient dans les cantons de Vaud, Genève et Bâle-Ville (entre 21 et 33%). Le taux de Bâle-Ville a chuté à 10% depuis 1998.

Concernant les mesures, leur part dépasse les 2% dans quelques cantons et quelques années seulement (AI, AR, BL, GL, NE, SO, TG et ZH). Dans le canton de Zurich, la part des mesures représente plus de 2% des sanctions de 1984 à 2001 (de 2 à 4%). Elle représente également plus de 2% des sanctions dans le canton de Neuchâtel, en 1988 et de 1990 à 2002 (de 2 à 7%).





## Evolution des sanctions de 1984 à 2003 (Tableaux)



**T1 Condamnations, selon la sanction principale, depuis 1984**

Année	Total	Sanction principale							
		Amende uniquement		Peine privative de liberté avec sursis		Peine privative de liberté sans sursis		Mesure	
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1984	56 884	16 751	29,4	26 865	47,2	12 640	22,2	628	1,1
1985	58 568	17 363	29,6	27 642	47,2	12 955	22,1	608	1,0
1986	62 918	20 223	32,1	28 989	46,1	13 051	20,7	655	1,0
1987	66 529	22 265	33,5	29 974	45,1	13 549	20,4	741	1,1
1988	65 922	21 892	33,2	30 252	45,9	12 997	19,7	781	1,2
1989	71 181	25 843	36,3	31 493	44,2	12 996	18,3	849	1,2
1990	70 696	23 895	33,8	33 012	46,7	12 959	18,3	830	1,2
1991	72 925	21 523	29,5	37 107	50,9	13 407	18,4	888	1,2
1992	70 960	19 989	28,2	37 316	52,6	12 706	17,9	949	1,3
1993	78 613	23 141	29,4	40 956	52,1	13 404	17,1	1 112	1,4
1994	76 665	22 972	30,0	39 595	51,6	12 929	16,9	1 169	1,5
1995	67 193	22 050	32,8	33 590	50,0	10 414	15,5	1 139	1,7
1996	67 019	20 872	31,1	34 653	51,7	10 529	15,7	965	1,4
1997	68 726	20 798	30,3	36 321	52,8	10 658	15,5	949	1,4
1998	72 845	23 796	32,7	36 941	50,7	11 215	15,4	893	1,2
1999	74 202	24 250	32,7	38 222	51,5	10 876	14,7	854	1,2
2000	76 320	27 619	36,2	36 922	48,4	10 925	14,3	854	1,1
2001	80 039	30 540	38,2	38 154	47,7	10 659	13,3	686	0,9
2002	82 489	31 473	38,2	39 614	48,0	10 822	13,1	580	0,7
2003	86 186	32 704	37,9	41 339	48,0	11 691	13,6	452	0,5

Etat de la banque de données: 12.08.2004

**T2 Condamnations, selon la loi, depuis 1984**

Année	Total	Loi sur la circulation routière		Code pénal		Loi sur les stupéfiants		Loi sur le séjour et l'établissement des étrangers		Autres lois	
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1984	56 884	22 547	39,6	20 832	36,6	3 865	6,8	2 800	4,9	6 840	12,0
1985	58 568	23 525	40,2	20 371	34,8	4 400	7,5	3 008	5,1	7 264	12,4
1986	62 918	26 837	42,7	22 004	35,0	3 811	6,1	3 116	5,0	7 150	11,4
1987	66 529	29 127	43,8	20 501	30,8	5 467	8,2	3 915	5,9	7 519	11,3
1988	65 922	29 009	44,0	18 776	28,5	6 692	10,2	4 274	6,5	7 171	10,9
1989	71 181	33 813	47,5	17 978	25,3	6 901	9,7	5 890	8,3	6 599	9,3
1990	70 696	34 096	48,2	17 540	24,8	6 673	9,4	6 290	8,9	6 097	8,6
1991	72 925	34 051	46,7	19 239	26,4	7 252	9,9	6 906	9,5	5 477	7,5
1992	70 960	32 627	46,0	18 518	26,1	6 272	8,8	8 448	11,9	5 095	7,2
1993	78 613	36 046	45,9	20 916	26,6	5 534	7,0	10 498	13,4	5 619	7,1
1994	76 665	35 287	46,0	21 282	27,8	5 799	7,6	9 127	11,9	5 170	6,7
1995	67 193	33 740	50,2	17 082	25,4	6 249	9,3	7 627	11,4	2 495	3,7
1996	67 019	32 518	48,5	17 346	25,9	7 372	11,0	7 040	10,5	2 743	4,1
1997	68 726	32 100	46,7	18 293	26,6	8 658	12,6	6 955	10,1	2 720	4,0
1998	72 845	34 982	48,0	18 642	25,6	8 551	11,7	7 885	10,8	2 785	3,8
1999	74 202	33 087	44,6	18 963	25,6	8 499	11,5	8 429	11,4	5 224	7,0
2000	76 320	35 702	46,8	18 650	24,4	8 808	11,5	6 745	8,8	6 415	8,4
2001	80 039	40 628	50,8	19 158	23,9	8 068	10,1	7 248	9,1	4 937	6,2
2002	82 489	40 636	49,3	19 981	24,2	8 491	10,3	7 395	9,0	5 986	7,3
2003	86 186	42 319	49,1	22 345	25,9	8 827	10,2	7 346	8,5	5 349	6,2

Etat de la banque de données: 12.08.2004

**T3 Condamnations à une peine privative de liberté sans sursis, depuis 1984**

Année	Infractions contre le patrimoine (art. 137-172ter CP)		Infractions au code pénal militaire		Infractions à la LTEO*	
	Nombre	Index	Nombre	Index	Nombre	Index
1984	4 133	100	857	100	1 511	100
1985	4 129	100	825	96	1 481	98
1986	4 129	100	643	75	1 618	107
1987	4 038	98	669	78	1 637	108
1988	3 819	92	702	82	1 365	90
1989	3 733	90	656	77	1 217	81
1990	3 749	91	744	87	1 095	72
1991	4 146	100	468	55	1 103	73
1992	3 717	90	282	33	1 044	69
1993	3 742	91	281	33	1 313	87
1994	3 627	88	180	21	975	65
1995	2 734	66	161	19	1	0
1996	2 785	67	92	11	1	0
1997	3 070	74	111	13	0	0
1998	3 298	80	91	11	0	0
1999	3 186	77	90	11	0	0
2000	3 000	73	119	14	0	0
2001	2 764	67	78	9	0	0
2002	2 982	72	72	8	0	0
2003	3 516	85	92	11	0	0

\* LF sur la taxe d'exemption de l'obligation de servir (RS 661)

Etat de la banque de données: 12.08.2004

**T4 Condamnations à une peines privative de liberté, nombre et durée, depuis 1984**

Année	Peines privatives de liberté					
	Nombre			Durée médiane (en jours)		
	Total	Avec sursis	Sans sursis	Total	Avec sursis	Sans sursis
1984	39 504	26 865	12 639	15	14	30
1985	40 595	27 642	12 953	15	14	28
1986	42 034	28 989	13 045	15	14	30
1987	43 519	29 974	13 545	14	14	28
1988	43 249	30 252	12 997	14	12	25
1989	44 487	31 492	12 994	14	12	28
1990	45 970	33 012	12 958	14	10	28
1991	50 512	37 107	13 405	14	10	28
1992	50 020	37 316	12 704	14	14	30
1993	54 359	40 955	13 403	15	14	30
1994	52 523	39 595	12 928	15	14	30
1995	44 000	33 590	10 410	20	15	30
1996	45 179	34 653	10 526	20	15	30
1997	46 978	36 321	10 657	20	15	30
1998	48 156	36 941	11 215	20	15	30
1999	49 097	38 222	10 875	20	15	30
2000	47 846	36 922	10 924	20	20	30
2001	48 810	38 154	10 656	20	20	30
2002	50 433	39 612	10 819	20	20	30
2003	53 029	41 339	11 690	20	20	30

Etat de la banque de données: 12.08.2004

**T5 Condamnations à une peine privative de liberté n'excédant pas 18 mois, avec ou sans sursis, depuis 1984**

Année	Total	Peines privatives de liberté			
		Avec sursis		Sans sursis	
		Nombre	%	Nombre	%
1984	38 557	26 865	69,7	11 692	30,3
1985	39 635	27 642	69,7	11 993	30,3
1986	41 002	28 989	70,7	12 013	29,3
1987	42 647	29 974	70,3	12 673	29,7
1988	42 408	30 252	71,3	12 156	28,7
1989	43 649	31 492	72,1	12 157	27,9
1990	45 051	33 012	73,3	12 039	26,7
1991	49 421	37 107	75,1	12 314	24,9
1992	48 849	37 316	76,4	11 533	23,6
1993	53 110	40 955	77,1	12 155	22,9
1994	51 332	39 595	77,1	11 737	22,9
1995	43 079	33 590	78,0	9 489	22,0
1996	44 138	34 653	78,5	9 485	21,5
1997	46 038	36 321	78,9	9 717	21,1
1998	47 098	36 941	78,4	10 157	21,6
1999	48 006	38 222	79,6	9 784	20,4
2000	46 738	36 922	79,0	9 816	21,0
2001	47 910	38 154	79,6	9 756	20,4
2002	49 711	39 612	79,7	10 099	20,3
2003	52 400	41 339	78,9	11 061	21,1

Etat de la banque de données: 12.08.2004

**T6 Condamnations à une peine privative de liberté n'excédant pas 18 mois, avec ou sans sursis, selon la durée de la peine, en 2003**

Durée de la peine	Total	Peines privatives de liberté					
		Avec sursis			Sans sursis		
		Nombre	% en ligne	% en colonne	Nombre	% en ligne	% en colonne
<=1 mois	37 479	30 626	81,7	74,1	6 853	18,3	62,0
>1-<=3 mois	10 964	7 841	71,5	19,0	3 123	28,5	28,2
>3-<=6 mois	1 851	1 256	67,9	3,0	595	32,1	5,4
>6-<=12 mois	1 135	815	71,8	2,0	320	28,2	2,9
>12-< 18 mois	971	801	82,5	1,9	170	17,5	1,5
Total des peines < 18 mois	52 400	41 339	78,9	100,0	11 061	21,1	100,0
Total des peines privatives de liberté	53 030	41 339	78,0		11 691	22,0	

Etat de la banque de données: 12.08.2004

**T7 Condamnations à une peine privative de liberté sans sursis, selon la durée de la peine, depuis 1984****A. Nombre**

Année	Total	Durée de la peine privative de liberté sans sursis											
		<=1 mois	>1-3 mois	>3-6 mois	>6-12 mois	>12-18 mois	>18-24 mois	>2-3 ans	>3-5 ans	>5-10 ans	>10-15 ans	>15-20 ans	A vie
1984	12 640	7 204	2 564	1 002	661	261	335	287	217	90	12	6	1
1985	12 955	7 581	2 597	912	622	281	342	305	191	103	14	5	2
1986	13 051	7 623	2 616	917	595	262	335	361	223	93	13	7	6
1987	13 549	8 090	2 800	972	588	223	263	321	193	73	12	10	4
1988	12 997	7 876	2 584	935	537	224	276	260	190	101	11	3	0
1989	12 996	7 733	2 763	892	518	251	233	297	184	99	16	8	2
1990	12 959	7 821	2 654	905	444	215	269	319	213	99	14	5	1
1991	13 407	8 211	2 700	766	425	212	320	338	278	130	21	4	2
1992	12 706	7 580	2 521	755	435	242	334	396	280	134	19	8	2
1993	13 404	7 997	2 575	808	491	284	352	429	291	149	20	7	1
1994	12 929	7 760	2 485	749	478	265	330	418	273	144	21	5	1
1995	10 414	5 951	2 207	745	386	200	239	324	210	122	21	5	4
1996	10 529	5 450	2 685	742	416	192	254	396	248	116	22	5	3
1997	10 658	5 601	2 718	744	446	208	256	366	215	82	13	8	1
1998	11 215	5 994	2 774	744	437	208	254	409	259	101	24	11	0
1999	10 876	5 838	2 571	710	419	246	258	413	277	117	24	2	1
2000	10 925	5 787	2 749	661	379	240	246	404	283	149	23	3	1
2001	10 659	5 970	2 715	537	335	199	223	295	238	115	22	7	3
2002	10 822	6 236	2 747	602	320	194	180	264	163	94	17	2	3
2003	11 691	6 853	3 123	595	320	170	187	224	132	76	6	4	1

Etat de la banque de données: 12.08.2004

**B. Pourcentage**

Année	Durée de la peine privative de liberté sans sursis											A vie
	<=1 mois	>1-3 mois	>3-6 mois	>6-12 mois	>12-18 mois	>18-24 mois	>2-3 ans	>3-5 ans	>5-10 ans	>10-15 ans	>15-20 ans	
1984	57,0	20,3	7,9	5,2	2,1	2,7	2,3	1,7	0,7	0,1	0,0	0,0
1985	58,5	20,0	7,0	4,8	2,2	2,6	2,4	1,5	0,8	0,1	0,0	0,0
1986	58,4	20,0	7,0	4,6	2,0	2,6	2,8	1,7	0,7	0,1	0,1	0,0
1987	59,7	20,7	7,2	4,3	1,6	1,9	2,4	1,4	0,5	0,1	0,1	0,0
1988	60,6	19,9	7,2	4,1	1,7	2,1	2,0	1,5	0,8	0,1	0,0	0,0
1989	59,5	21,3	6,9	4,0	1,9	1,8	2,3	1,4	0,8	0,1	0,1	0,0
1990	60,4	20,5	7,0	3,4	1,7	2,1	2,5	1,6	0,8	0,1	0,0	0,0
1991	61,2	20,1	5,7	3,2	1,6	2,4	2,5	2,1	1,0	0,2	0,0	0,0
1992	59,7	19,8	5,9	3,4	1,9	2,6	3,1	2,2	1,1	0,1	0,1	0,0
1993	59,7	19,2	6,0	3,7	2,1	2,6	3,2	2,2	1,1	0,1	0,1	0,0
1994	60,0	19,2	5,8	3,7	2,0	2,6	3,2	2,1	1,1	0,2	0,0	0,0
1995	57,1	21,2	7,2	3,7	1,9	2,3	3,1	2,0	1,2	0,2	0,0	0,0
1996	51,8	25,5	7,0	4,0	1,8	2,4	3,8	2,4	1,1	0,2	0,0	0,0
1997	52,6	25,5	7,0	4,2	2,0	2,4	3,4	2,0	0,8	0,1	0,1	0,0
1998	53,4	24,7	6,6	3,9	1,9	2,3	3,6	2,3	0,9	0,2	0,1	0,0
1999	53,7	23,6	6,5	3,9	2,3	2,4	3,8	2,5	1,1	0,2	0,0	0,0
2000	53,0	25,2	6,1	3,5	2,2	2,3	3,7	2,6	1,4	0,2	0,0	0,0
2001	56,0	25,5	5,0	3,1	1,9	2,1	2,8	2,2	1,1	0,2	0,1	0,0
2002	57,6	25,4	5,6	3,0	1,8	1,7	2,4	1,5	0,9	0,2	0,0	0,0
2003	58,6	26,7	5,1	2,7	1,5	1,6	1,9	1,1	0,7	0,1	0,0	0,0

Etat de la banque de données: 12.08.2004

## T8 Condamnations, selon la sanction principale et l'amende, depuis 1984

Année	Total	Sanction principale									
		Amende uniquement	Peine privative de liberté avec sursis				Peine privative de liberté sans sursis			Mesure	
	Nombre		Nombre	Total	Dont avec amende		Total	Dont avec amende		Total	Dont avec amende
		Nombre		Nombre	%	Nombre	Nombre	%	Nombre	Nombre	%
1984	56 884	16 751	26 865	10 878	40,5%	12 640	2 856	22,6%	628	94	15,0%
1985	58 568	17 363	27 642	11 432	41,4%	12 955	2 732	21,1%	608	81	13,3%
1986	62 918	20 223	28 989	12 208	42,1%	13 051	2 925	22,4%	655	114	17,4%
1987	66 529	22 265	29 974	12 688	42,3%	13 549	3 157	23,3%	741	139	18,8%
1988	65 922	21 892	30 252	12 954	42,8%	12 997	3 144	24,2%	781	151	19,3%
1989	71 181	25 843	31 493	13 786	43,8%	12 996	3 322	25,6%	849	166	19,6%
1990	70 696	23 895	33 012	14 785	44,8%	12 959	3 167	24,4%	830	188	22,7%
1991	72 925	21 523	37 107	16 824	45,3%	13 407	3 268	24,4%	888	196	22,1%
1992	70 960	19 989	37 316	17 424	46,7%	12 706	3 311	26,1%	949	222	23,4%
1993	78 613	23 141	40 956	19 523	47,7%	13 404	3 424	25,5%	1 112	267	24,0%
1994	76 665	22 972	39 595	18 811	47,5%	12 929	3 448	26,7%	1 169	296	25,3%
1995	67 193	22 050	33 590	17 696	52,7%	10 414	2 952	28,3%	1 139	255	22,4%
1996	67 019	20 872	34 653	18 171	52,4%	10 529	2 883	27,4%	965	227	23,5%
1997	68 726	20 798	36 321	18 644	51,3%	10 658	2 846	26,7%	949	187	19,7%
1998	72 845	23 796	36 941	19 543	52,9%	11 215	3 016	26,9%	893	184	20,6%
1999	74 202	24 250	38 222	19 354	50,6%	10 876	2 615	24,0%	854	173	20,3%
2000	76 320	27 619	36 922	19 890	53,9%	10 925	2 653	24,3%	854	167	19,6%
2001	80 039	30 540	38 154	21 604	56,6%	10 659	2 955	27,7%	686	155	22,6%
2002	82 489	31 473	39 614	22 455	56,7%	10 822	2 928	27,1%	580	136	23,4%
2003	86 186	32 704	41 339	22 561	54,6%	11 691	2 936	25,1%	452	94	20,8%

Etat de la banque de données: 12.08.2004

**T9 Condamnations à une amende, selon la sanction principale, depuis 1984**

Année	Total des condamnations à une amende	Sanction principale			Mesure
		Amende uniquement	Peine privative de liberté avec sursis	Peine privative de liberté sans sursis	
1984	30 578	16 750	10 878	2 856	94
1985	31 608	17 363	11 432	2 732	81
1986	35 470	20 223	12 208	2 925	114
1987	38 249	22 265	12 688	3 157	139
1988	38 141	21 892	12 954	3 144	151
1989	43 117	25 843	13 786	3 322	166
1990	42 035	23 895	14 785	3 167	188
1991	41 811	21 523	16 824	3 268	196
1992	40 946	19 989	17 424	3 311	222
1993	46 355	23 141	19 523	3 424	267
1994	45 527	22 972	18 811	3 448	296
1995	42 953	22 050	17 696	2 952	255
1996	42 153	20 872	18 171	2 883	227
1997	42 475	20 798	18 644	2 846	187
1998	46 539	23 796	19 543	3 016	184
1999	46 392	24 250	19 354	2 615	173
2000	50 329	27 619	19 890	2 653	167
2001	55 254	30 540	21 604	2 955	155
2002	56 992	31 473	22 455	2 928	136
2003	58 295	32 704	22 561	2 936	94

Etat de la banque de données: 12.08.2004

**T10 Montant des amendes, selon la peine principale, en 2003**

Montant de l'amende (en francs)	Total		Amende uniquement		Peine privative de liberté avec sursis		Peine privative de liberté sans sursis		Mesure	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
<250	7 076	12,1	4 462	13,6	1 925	8,5	651	22,2	38	40,4
250-499	9 486	16,3	5 305	16,2	3 597	15,9	565	19,2	19	20,2
500-749	15 939	27,3	9 524	29,1	5 695	25,2	707	24,1	13	13,8
750-999	6 862	11,8	4 313	13,2	2 340	10,4	205	7,0	4	4,3
1000-1249	10 111	17,3	5 070	15,5	4 600	20,4	428	14,6	13	13,8
1250-1499	1 382	2,4	710	2,2	629	2,8	43	1,5	0	0,0
>1500	7 439	12,8	3 320	10,2	3 775	16,7	337	11,5	7	7,4
Total	58 295	100,0	32 704	100,0	22 561	100,0	2 936	100,0	94	100,0

Etat de la banque de données: 12.08.2004

**T11 Montant médian (en francs) de l'amende, selon la peine principale, depuis 1984**

Année	Sanction principale			
	Amende uniquement	Peine privative de liberté avec sursis	Peine privative de liberté sans sursis	Mesure
1984	400	450	300	200
1985	400	400	300	200
1986	500	500	300	300
1987	500	500	400	200
1988	500	500	400	200
1989	510	500	400	275
1990	600	500	400	255
1991	510	500	500	300
1992	400	500	500	300
1993	450	600	500	300
1994	500	600	500	300
1995	500	600	500	300
1996	500	600	500	300
1997	560	700	500	300
1998	600	700	500	300
1999	600	700	500	400
2000	600	750	500	300
2001	600	800	500	400
2002	600	800	500	400
2003	620	750	500	300

Etat de la banque de données: 12.08.2004

**T 12 Condamnations à une mesure, selon le type de mesure, depuis 1984**

Année	Total	Mesures				
		Art. 42	Art. 43	Art. 44.1	Art. 44.6	Art. 100bis
1984	732	16	153	136	329	99
1985	716	25	164	142	331	60
1986	771	17	180	142	379	54
1987	878	15	214	201	407	61
1988	884	14	181	229	428	68
1989	985	15	229	195	486	79
1990	964	5	214	201	509	38
1991	1 019	7	178	195	585	56
1992	1 109	5	202	207	646	55
1993	1 256	6	206	293	688	80
1994	1 310	6	210	271	771	72
1995	1 260	7	218	286	699	57
1996	1 070	5	129	242	658	51
1997	1 059	3	143	269	606	43
1998	1 013	2	169	267	540	43
1999	946	4	146	276	497	36
2000	973	2	184	283	497	23
2001	823	2	186	261	352	32
2002	677	0	124	246	290	26
2003	520	0	145	177	203	11

Art. 42 CP: Internement des délinquants d'habitude.

Art. 43 CP: Mesures concernant les délinquants anormaux.

Art. 44 CP: Traitement des alcooliques et des toxicomanes.

Art. 44 ch. 1 CP : traitement des alcooliques.

Art. 44 ch. 6 CP : traitement des toxicomanes.

Art. 100bis CP: Placement en maison d'éducation au travail.

Etat de la banque de données: 12.08.2004

**T13 Condamnations à une mesure de l'art. 43 ou 44 CP, depuis 1984**

Année	Mesures									
	Art. 43.1.1 stationnaire	Art. 43.1.1 ambulatoire au total	dont art. 43.1.1 ambulatoire sans suspension de la peine	Art. 43.1.2	Art. 44.1 stationnaire	Art. 44.1 ambulatoire au total	dont art. 44.1 ambulatoire sans suspension de la peine	Art. 44.6 stationnaire	Art. 44.6 ambulatoire au total	dont art. 44.6 ambulatoire sans suspension de la peine
1984	26	112	50	15	41	95	29	213	116	28
1985	17	131	64	16	63	79	25	214	117	31
1986	41	129	60	10	60	82	27	245	134	33
1987	38	164	73	12	77	124	37	225	182	46
1988	23	145	63	13	87	142	45	239	189	30
1989	28	188	74	14	77	118	37	255	231	49
1990	31	167	76	16	83	118	25	287	222	47
1991	18	152	58	8	67	128	27	331	254	54
1992	40	153	67	10	72	135	33	318	328	73
1993	29	168	61	9	83	210	27	355	333	68
1994	30	163	67	17	64	207	19	410	361	63
1995	36	166	65	16	48	238	20	294	405	51
1996	16	102	43	11	56	186	19	256	402	47
1997	20	109	33	14	49	220	32	258	348	46
1998	27	130	60	12	61	206	23	229	311	42
1999	24	108	49	14	62	214	28	247	251	40
2000	26	140	57	18	58	225	29	241	256	42
2001	17	149	62	20	44	217	35	162	190	46
2002	26	87	39	11	30	217	29	146	144	34
2003	20	118	35	7	28	149	17	101	103	21

Art. 43 CP: Mesures concernant les délinquants anormaux.

Art. 43 ch. 1 al. 1 CP stationnaire: renvoi dans un hôpital ou un hospice.

Art. 43 ch. 1 al. 1 CP ambulatoire: traitement ambulatoire si le délinquant n'est pas dangereux pour autrui.

Art. 43 ch. 1 al. 2 CP: internement.

Art. 44 CP: Traitement des alcooliques et des toxicomanes.

Art. 44 ch. 1 CP stationnaire: internement dans un établissement pour alcooliques.

Art. 44 ch. 1 CP ambulatoire: traitement ambulatoire.

Art. 44 ch. 6 CP stationnaire: internement dans un établissement pour toxicomanes.

Art. 44 ch. 6 CP ambulatoire: traitement ambulatoire.

Etat de la banque de données: 12.08.2004

**T 14 Condamnations pour lésions corporelles simples (art. 123 CP) exclusivement, depuis 1984****A. Selon la sanction**

Année	Total	Sanction principale							
		Amende uniquement		Peine privative de liberté avec sursis		Peine privative de liberté sans sursis		Mesure	
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1984	351	138	39,3	174	49,6	38	10,8	1	0,3
1985	407	149	36,6	211	51,8	46	11,3	1	0,2
1986	377	128	34,0	207	54,9	42	11,1	0	0,0
1987	373	122	32,7	216	57,9	34	9,1	1	0,3
1988	406	127	31,3	223	54,9	55	13,5	1	0,2
1989	429	135	31,5	235	54,8	58	13,5	1	0,2
1990	364	86	23,6	229	62,9	49	13,5	0	0,0
1991	370	110	29,7	232	62,7	28	7,6	0	0,0
1992	429	136	31,7	241	56,2	52	12,1	0	0,0
1993	458	135	29,5	291	63,5	32	7,0	0	0,0
1994	451	125	27,7	277	61,4	48	10,6	1	0,2
1995	455	148	32,5	277	60,9	30	6,6	0	0,0
1996	464	137	29,5	291	62,7	36	7,8	0	0,0
1997	516	128	24,8	347	67,2	41	7,9	0	0,0
1998	568	104	18,3	403	71,0	61	10,7	0	0,0
1999	573	120	20,9	408	71,2	44	7,7	1	0,2
2000	629	144	22,9	442	70,3	41	6,5	2	0,3
2001	672	121	18,0	492	73,2	56	8,3	3	0,4
2002	713	152	21,3	519	72,8	42	5,9	0	0,0
2003	772	148	19,2	561	72,7	60	7,8	3	0,4

Etat de la banque de données: 12.08.2004

**B. Selon la durée de la peine privative de liberté**

Année	Peines privatives de liberté au total			Peines privatives de liberté avec sursis			Peines privatives de liberté sans sursis		
	Nombre	Moyenne	Médiane	Nombre	Moyenne	Médiane	Nombre	Moyenne	Médiane
1984	212	33,4	14	174	33,1	14	38	34,9	20
1985	257	35,5	14	211	32,5	14	46	49,4	20
1986	249	39,3	14	207	36,2	14	42	54,8	15
1987	250	36,7	14	216	36,1	14	34	40,7	17,5
1988	278	38,7	10	223	31,3	10	55	68,9	20
1989	293	35,1	14	235	28,8	12	58	60,6	20,5
1990	278	38,3	14	229	28,4	10	49	84,9	30
1991	260	27,9	14	232	27,3	11	28	32,6	21
1992	293	32,0	15	241	31,2	14	52	35,6	20
1993	323	37,0	14	291	35,9	14	32	47,0	20,5
1994	325	37,1	15	277	37,3	14	48	35,5	21
1995	307	47,4	18	277	45,1	15	30	68,7	23
1996	327	40,0	14	291	36,6	14	36	67,1	30
1997	388	30,5	14	347	30,3	14	41	32,3	20
1998	464	40,2	15	403	36,0	15	61	67,5	30
1999	452	46,5	20	408	44,1	20	44	69,1	30
2000	483	30,8	14	442	29,9	14	41	41,3	28
2001	548	39,4	15	492	34,9	15	56	79,3	30
2002	561	36,8	15	519	34,3	15	42	66,8	20
2003	621	35,2	15	561	33,7	15	60	48,8	30

Etat de la banque de données: 12.08.2004

## T15 Condamnations pour vol (art. 139 CP) exclusivement, depuis 1984

### A. Selon la sanction

Année	Total	Sanction principale							
		Amende uniquement		Peine privative de liberté avec sursis		Peine privative de liberté sans sursis		Mesure	
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1984	4 611	139	3,0	3 786	82,1	664	14,4	22	0,5
1985	4 399	164	3,7	3 614	82,2	603	13,7	18	0,4
1986	4 652	129	2,8	3 824	82,2	674	14,5	25	0,5
1987	4 657	121	2,6	3 840	82,5	655	14,1	41	0,9
1988	4 282	138	3,2	3 494	81,6	617	14,4	33	0,8
1989	4 251	113	2,7	3 506	82,5	604	14,2	28	0,7
1990	4 779	103	2,2	4 039	84,5	612	12,8	25	0,5
1991	5 104	88	1,7	4 306	84,4	689	13,5	21	0,4
1992	4 489	63	1,4	3 716	82,8	697	15,5	13	0,3
1993	3 897	62	1,6	3 119	80,0	697	17,9	19	0,5
1994	3 555	61	1,7	2 851	80,2	622	17,5	21	0,6
1995	2 016	39	1,9	1 593	79,0	372	18,5	12	0,6
1996	1 785	34	1,9	1 438	80,6	305	17,1	8	0,4
1997	1 907	21	1,1	1 533	80,4	346	18,1	7	0,4
1998	1 851	26	1,4	1 463	79,0	358	19,3	4	0,2
1999	1 840	20	1,1	1 478	80,3	340	18,5	2	0,1
2000	1 733	42	2,4	1 340	77,3	345	19,9	6	0,3
2001	1 937	26	1,3	1 515	78,2	389	20,1	7	0,4
2002	2 169	39	1,8	1 717	79,2	411	18,9	2	0,1
2003	2 422	42	1,7	1 858	76,7	518	21,4	4	0,2

Etat de la banque de données: 12.08.2004

### B. Selon la durée de la peine privative de liberté

Année	Peines privatives de liberté au total			Peines privatives de liberté avec sursis			Peines privatives de liberté sans sursis		
	Nombre	Médiane	Median	Nombre	Moyenne	Médiane	Nombre	Moyenne	Médiane
1984	4 450	30,3	10	3 786	25,7	8	664	56,5	20
1985	4 217	33,2	10	3 614	27,4	8	603	68,3	20
1986	4 498	30,9	9	3 824	23,6	7	674	72,7	15
1987	4 495	27,8	9	3 840	23,8	7	655	51,2	20
1988	4 111	26,3	8	3 494	22,6	7	617	46,9	18
1989	4 110	26,1	8	3 506	22,1	7	604	49,3	20
1990	4 651	23,1	8	4 039	19,8	7	612	44,9	20
1991	4 995	24,4	8	4 306	20,7	7	689	47,1	15
1992	4 413	28,9	10	3 716	25,0	9	697	49,7	15
1993	3 816	28,1	10	3 119	24,5	10	697	44,1	15
1994	3 473	30,4	10	2 851	26,8	10	622	47,0	15
1995	1 965	41,1	14	1 593	34,4	14	372	69,7	21
1996	1 743	53,6	20	1 438	44,9	15	305	94,7	30
1997	1 879	51,7	20	1 533	42,3	15	346	93,4	30
1998	1 821	40,1	20	1 463	37,2	15	358	52,3	28
1999	1 818	37,3	15	1 478	31,8	15	340	61,0	25
2000	1 685	40,4	15	1 340	33,3	14	345	67,9	30
2001	1 904	48,1	20	1 515	42,0	15	389	71,9	30
2002	2 128	37,9	15	1 717	33,4	15	411	56,7	28
2003	2 376	41,0	20	1 858	35,8	15	518	59,7	30

Etat de la banque de données: 12.08.2004

## T 16 Condamnations pour violation grave des règles de la circulation routière (art. 90 ch. 2 LCR) exclusivement, depuis 1984

### A. Selon la sanction

Année	Total	Sanction principale							
		Amende uniquement		Peine privative de liberté avec sursis		Peine privative de liberté sans sursis		Mesure	
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1984	1 390	1 254	90,2	125	9,0	11	0,8	0	0,0
1985	1 311	1 181	90,1	122	9,3	8	0,6	0	0,0
1986	1 565	1 398	89,3	159	10,2	8	0,5	0	0,0
1987	1 839	1 596	86,8	222	12,1	21	1,1	0	0,0
1988	2 198	1 820	82,8	349	15,9	28	1,3	1	0,0
1989	3 372	2 867	85,0	459	13,6	46	1,4	0	0,0
1990	3 653	2 997	82,0	591	16,2	65	1,8	0	0,0
1991	4 500	3 685	81,9	720	16,0	94	2,1	1	0,0
1992	4 367	3 626	83,0	676	15,5	64	1,5	1	0,0
1993	5 184	4 484	86,5	620	12,0	80	1,5	0	0,0
1994	6 165	5 518	89,5	580	9,4	67	1,1	0	0,0
1995	5 739	5 085	88,6	596	10,4	58	1,0	0	0,0
1996	6 354	5 307	83,5	980	15,4	67	1,1	0	0,0
1997	6 168	5 110	82,8	994	16,1	64	1,0	0	0,0
1998	8 331	6 915	83,0	1 331	16,0	84	1,0	1	0,0
1999	8 540	7 167	83,9	1 288	15,1	85	1,0	0	0,0
2000	12 304	10 524	85,5	1 684	13,7	96	0,8	0	0,0
2001	14 162	12 087	85,3	1 969	13,9	106	0,7	0	0,0
2002	15 281	12 984	85,0	2 143	14,0	154	1,0	0	0,0
2003	17 062	14 501	85,0	2 384	14,0	177	1,0	0	0,0

Etat de la banque de données: 12.08.2004

### B. Selon la durée de la peine privative de liberté

Année	Peines privatives de liberté au total			Peines privatives de liberté avec sursis			Peines privatives de liberté sans sursis		
	Nombre	Moyenne	Médiane	Nombre	Moyenne	Médiane	Nombre	Moyenne	Médiane
1984	136	10,6	7	125	10,4	7	11	13,0	10
1985	130	11,2	10	122	10,7	10	8	18,9	15
1986	167	10,1	7	159	9,8	7	8	16,0	14,5
1987	243	10,7	7	222	10,0	7	21	18,0	10
1988	377	8,2	6	349	8,1	5	28	9,8	7,5
1989	505	7,3	5	459	7,0	5	46	10,5	5
1990	656	6,9	5	591	6,9	5	65	7,4	5
1991	814	7,0	5	720	6,9	5	94	7,8	5
1992	740	7,7	5	676	7,2	5	64	13,3	7
1993	700	8,9	5	620	8,9	5	80	8,8	5
1994	647	9,8	7	580	9,3	7	67	14,6	10
1995	654	9,8	7	596	9,7	7	58	10,8	7
1996	1 047	12,4	7	980	11,8	7	67	21,1	14
1997	1 058	11,7	7	994	11,4	7	64	16,6	14
1998	1 415	10,8	7	1 331	10,1	7	84	20,6	10
1999	1 373	11,8	7	1 288	10,2	7	85	35,8	10
2000	1 780	11,6	9,5	1 684	11,3	8	96	17,5	14
2001	2 075	12,5	10	1 969	12,1	10	106	19,4	14
2002	2 297	14,2	10	2 143	13,4	10	154	25,5	14
2003	2 561	13,9	10	2 384	13,6	10	177	17,6	14

Etat de la banque de données: 12.08.2004

**T17 Condamnations pour conduite en état d'ébriété (art. 91 LCR) exclusivement, depuis 1984****A. Selon la sanction**

Année	Total	Sanction principale							
		Amende uniquement		Peine privative de liberté avec sursis		Peine privative de liberté sans sursis		Mesure	
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1984	4 209	1 311	31,1	1 920	45,6	964	22,9	14	0,3
1985	4 449	1 403	31,5	2 027	45,6	1 001	22,5	18	0,4
1986	5 043	1 622	32,2	2 319	46,0	1 083	21,5	19	0,4
1987	5 415	1 790	33,1	2 449	45,2	1 142	21,1	34	0,6
1988	5 165	1 547	30,0	2 495	48,3	1 099	21,3	24	0,5
1989	5 721	1 655	28,9	2 819	49,3	1 222	21,4	25	0,4
1990	6 056	1 926	31,8	2 948	48,7	1 146	18,9	36	0,6
1991	6 242	1 809	29,0	3 247	52,0	1 147	18,4	39	0,6
1992	6 109	1 629	26,7	3 315	54,3	1 129	18,5	36	0,6
1993	5 855	1 464	25,0	3 274	55,9	1 069	18,3	48	0,8
1994	6 083	1 526	25,1	3 510	57,7	989	16,3	58	1,0
1995	6 318	1 734	27,4	3 499	55,4	1 012	16,0	73	1,2
1996	7 724	1 906	24,7	4 457	57,7	1 292	16,7	69	0,9
1997	7 394	1 722	23,3	4 376	59,2	1 227	16,6	69	0,9
1998	7 231	1 778	24,6	4 279	59,2	1 113	15,4	61	0,8
1999	6 964	1 589	22,8	4 270	61,3	1 024	14,7	81	1,2
2000	7 442	1 929	25,9	4 481	60,2	956	12,8	76	1,0
2001	8 615	2 209	25,6	5 301	61,5	1 053	12,2	52	0,6
2002	7 998	2 038	25,5	4 950	61,9	957	12,0	53	0,7
2003	7 824	2 043	26,1	4 793	61,3	938	12,0	50	0,6

Etat de la banque de données: 12.08.2004

**B. Selon la durée de la peine privative de liberté**

Année	Peines privatives de liberté au total			Avec sursis Peines privatives de liberté			Sans sursis Peines privatives de liberté		
	Nombre	Moyenne	Médiane	Nombre	Moyenne	Médiane	Nombre	Moyenne	Médiane
1984	2 884	21,0	14	1 920	16,6	14	964	29,8	21
1985	3 028	21,4	14	2 027	16,3	14	1 001	31,8	25
1986	3 402	22,5	15	2 319	17,3	14	1 083	33,6	30
1987	3 591	22,8	15	2 449	17,5	14	1 142	34,1	28
1988	3 594	21,8	14	2 495	17,2	14	1 099	32,4	25
1989	4 041	22,0	15	2 819	17,5	14	1 222	32,3	28
1990	4 094	22,1	15	2 948	17,5	14	1 146	33,7	28
1991	4 394	21,2	15	3 247	17,0	14	1 147	33,2	28
1992	4 444	22,1	15	3 315	17,4	14	1 129	35,7	28
1993	4 343	23,5	15	3 274	18,8	14	1 069	37,7	28
1994	4 499	22,9	15	3 510	19,1	14	989	36,1	28
1995	4 511	24,0	15	3 499	20,1	14	1 012	37,3	28
1996	5 749	25,7	20	4 457	21,7	15	1 292	39,3	30
1997	5 603	24,7	18	4 376	20,9	15	1 227	38,4	30
1998	5 392	26,0	20	4 279	22,2	15	1 113	40,7	30
1999	5 294	26,2	20	4 270	22,5	16	1 024	41,7	30
2000	5 437	25,1	20	4 481	22,1	15	956	39,2	30
2001	6 354	25,5	20	5 301	22,7	16	1 053	39,1	30
2002	5 907	26,1	20	4 950	22,8	15	957	42,9	30
2003	5 731	26,0	20	4 793	23,5	15	938	39,0	30

Etat de la banque de données: 12.08.2004

## T 18 Condamnations, selon le canton et la sanction principale, en 2003

Canton	Total	Sanction principale							
		Amende uniquement		Peine privative de liberté avec sursis		Peine privative de liberté sans sursis		Mesure	
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
<b>Total</b>	<b>86 186</b>	<b>32 704</b>	<b>37,9</b>	<b>41 339</b>	<b>48,0</b>	<b>11 691</b>	<b>13,6</b>	<b>452</b>	<b>0,5</b>
<b>Région lémanique</b>	<b>15 521</b>	<b>4 020</b>	<b>25,9</b>	<b>8 618</b>	<b>55,5</b>	<b>2 829</b>	<b>18,2</b>	<b>54</b>	<b>0,3</b>
Genève	4 275	532	12,4	2 718	63,6	1 013	23,7	12	0,3
Valais	2 917	478	16,4	1 983	68,0	447	15,3	9	0,3
Vaud	8 329	3 010	36,1	3 917	47,0	1 369	16,4	33	0,4
<b>Espace Mittelland</b>	<b>20 031</b>	<b>8 350</b>	<b>41,7</b>	<b>8 129</b>	<b>40,6</b>	<b>3 447</b>	<b>17,2</b>	<b>105</b>	<b>0,5</b>
Berne	10 653	4 607	43,2	3 844	36,1	2 157	20,2	45	0,4
Fribourg	3 023	921	30,5	1 686	55,8	412	13,6	4	0,1
Jura	1 258	710	56,4	439	34,9	105	8,3	4	0,3
Neuchâtel	2 703	921	34,1	1 238	45,8	507	18,8	37	1,4
Soleure	2 394	1 191	49,7	922	38,5	266	11,1	15	0,6
<b>Suisse du Nord-Ouest</b>	<b>13 379</b>	<b>4 905</b>	<b>36,7</b>	<b>6 891</b>	<b>51,5</b>	<b>1 521</b>	<b>11,4</b>	<b>62</b>	<b>0,5</b>
Argovie	7 567	2 667	35,2	3 927	51,9	934	12,3	39	0,5
Bâle-Campagne	1 913	1 168	61,1	642	33,6	97	5,1	6	0,3
Bâle-Ville	3 899	1 070	27,4	2 322	59,6	490	12,6	17	0,4
<b>Zurich</b>	<b>14 136</b>	<b>4 997</b>	<b>35,3</b>	<b>7 099</b>	<b>50,2</b>	<b>1 891</b>	<b>13,4</b>	<b>149</b>	<b>1,1</b>
<b>Suisse orientale</b>	<b>11 443</b>	<b>5 358</b>	<b>46,8</b>	<b>5 081</b>	<b>44,4</b>	<b>948</b>	<b>8,3</b>	<b>56</b>	<b>0,5</b>
Appenzell Rh.-Ext.	393	223	56,7	140	35,6	28	7,1	2	0,5
Appenzell Rh.-Int.	85	38	44,7	41	48,2	3	3,5	3	3,5
Glaris	302	124	41,1	158	52,3	18	6,0	2	0,7
Grisons	2 253	1 247	55,3	839	37,2	148	6,6	19	0,8
Saint-Gall	4 674	1 875	40,1	2 317	49,6	463	9,9	19	0,4
Schaffhouse	1 171	572	48,8	453	38,7	141	12,0	5	0,4
Thurgovie	2 565	1 279	49,9	1 133	44,2	147	5,7	6	0,2
<b>Suisse centrale</b>	<b>7 775</b>	<b>4 422</b>	<b>56,9</b>	<b>2 571</b>	<b>33,1</b>	<b>758</b>	<b>9,7</b>	<b>24</b>	<b>0,3</b>
Lucerne	4 046	2 027	50,1	1 461	36,1	544	13,4	14	0,3
Nidwald	306	230	75,2	56	18,3	20	6,5	0	0,0
Obwald	417	201	48,2	195	46,8	20	4,8	1	0,2
Schwytz	883	481	54,5	338	38,3	61	6,9	3	0,3
Uri	1 113	966	86,8	124	11,1	18	1,6	5	0,4
Zoug	1 010	517	51,2	397	39,3	95	9,4	1	0,1
<b>Tessin</b>	<b>2 933</b>	<b>569</b>	<b>19,4</b>	<b>2 152</b>	<b>73,4</b>	<b>210</b>	<b>7,2</b>	<b>2</b>	<b>0,1</b>

Etat de la banque de données: 12.08.2004

